

# Groupe Sélection participative

C I R A D   Mission Connaissance et Amélioration des Plantes

**LA SELECTION PARTICIPATIVE :**

## **Impliquer les Utilisateurs dans l'Amélioration des Plantes**

*(Montpellier, 5-6 Septembre 2001)*

### **ACTES DE L'ATELIER**

*Henri Hocdé, Jacques Lançon et Gilles Trouche*

*Editeurs*

## **AU DELA DES DEMARCHES PARTICIPATIVES**

Pierre-Marie BOSC<sup>1</sup>

### **Introduction**

Beaucoup a déjà été écrit sur les démarches participatives sur leur intérêt mais aussi sur leurs limites. Nous ne traiterons pas ici de cette thématique vaste ; nous nous contenterons d'évoquer quelques situations d'intervention publique qui ont impliqué un travail du Cirad avec des acteurs collectifs et dans ces cas précis avec des organisations paysannes et rurales. Le premier cas intéresse la Casamance au Sénégal avec le cas d'un programme de recherche-développement en partenariat avec une organisation paysanne inter-villageoise intervenant sur des problématiques de développement local et une préoccupation de réhabilitation des productions vivrières. Les deux autres exemples sont tirés d'études de cas en Guinée d'organisations paysannes développant des fonctions technico-économiques dans le cadre de filières (café et maraîchage).

### **Une expérience en Casamance**

#### **Le contexte**

Entre 1987 et 1994, le Cirad est intervenu en appui méthodologique en partenariat avec une organisation paysanne de basse Casamance – le Cadef, Comité d'action pour le développement du Fogny – sur la base de financements en provenance d'Ong, de fondations et durant cinq ans entre 1989 et 1994 de l'Agence française de développement.

Durant cette période, la basse Casamance traverse une grave crise qui présente des facettes multiples (économique, sociale et politique) qui se manifeste de manière militaire par la présence d'une guérilla et des forces armées sénégalaises. Au plan agricole, les systèmes de productions connaissent une forte dégradation de leurs capacités de production et les vallées rizicoles comme les plateaux emblavés en céréales et arachide sont en crise. Les réponses proposées par la recherche sont inadaptées et les producteurs à travers des associations inter-villageoises recherchent des alternatives aux modèles techniques classiques reposant sur les variétés améliorées et l'intensification par l'utilisation d'engrais.

#### **Le montage institutionnel**

Dans le cadre d'un partenariat élargi incluant la recherche agricole (Isra et Dsa-Cirad), une Ong (Ciepac) et une institution de formation (Enea), le Cadef va s'attacher à trouver des solutions à la question lancinante de la dégradation des conditions de production. Cette recherche-développement va prendre une dimension significative à partir du financement AFD. Un protocole d'accord régissant les relations entre les partenaires est alors négocié et reconnaît une voix décisionnelle à l'organisation paysanne : toute recherche entreprise ne pourra l'être qu'avec l'accord de l'organisation sur des thèmes reconnus importants par celle-ci et dont la mise en œuvre devra se faire selon des modalités associant l'organisation.

Ces dispositions et l'ensemble du projet se traduisent par un renforcement des compétences de l'organisation qui se dote d'une équipe qui va participer à la conduite des opérations. Une cellule de programmation intégrant les cinq structures est mis en place pour piloter le

---

<sup>1</sup> CIRAD-TERA, Programme Agricultures familiales

processus, un coordonnateur est nommé au sein du Cadef et le dispositif itératif de mise au point des innovations techniques s'appuie sur des animateurs qui sont l'objet d'un fort investissement en terme de formation.

### **Les acquis dans les vallées**

Le travail conduit dans un premier temps dans les vallées entraîne une redéfinition de l'itinéraire technique proposé par la recherche. On peut résumer cela succinctement de la manière suivante (pour plus de détails voir Bosc *et al.*, 1997) :

- priorité à la sécurisation hydrique et à la réhabilitation des sols de vallée
- re-appropriation de la diversité variétale (variétés de longueurs de cycles et de hauteurs variables)
- maîtrise des mises en culture, gestion collective de la hauteur de la nappe d'eau et du bétail
- préparation mécanisée du sol
- fertilisation organique
- protection des cultures

### **Conséquences d'un travail en partenariat avec une organisation**

**La formulation de la demande relève d'un processus de construction conjointe** où la question posée par les acteurs est traduite en question de recherche par l'équipe en interaction avec l'organisation, considéré comme l'un des acteurs du processus de recherche (Sébillotte, 2001). Dans ce cas précis, par rapport à la demande le l'organisation qui concerne la maîtrise de l'eau (au départ en saison sèche) est progressivement élargie à la maîtrise globale de la fertilité de l'écosystème avec une entrée privilégiée par un travail qui se focalisera sur les vallées et la maîtrise de l'eau en hivernage.

**Cette posture de recherche a des conséquences importantes en terme de positionnement des acteurs.** Cela signifie que l'organisation n'est pas un relais de la recherche ou un « outil » opérationnel de la recherche ; cela implique que s'établissent des relations de partenariat qui peuvent être formalisées à travers un contrat qui stipule les droits et obligations de chaque partenaire.

**Le choix de cette entrée par les vallées** traduit une forte pression des femmes à travers l'organisation : dans cette zone, les femmes ont la responsabilité de la riziculture et l'organisation leur fournit une opportunité de faire valoir leurs revendications, alors que dans la société locale ce type de demande ne s'exprime pas de manière spontanée.

**En terme de démarche,** les points suivants doivent être mentionnés :

- les activités de recherche conduites, notamment les activités de diagnostic doivent être justifiées en particulier à travers la phase d'élaboration des questions qui devront être traitées. Dans le cadre d'une démarche de recherche en partenariat, l'élaboration des questions justifie les interventions ultérieures de la recherche tant en terme de diagnostic que d'expérimentation.
- le recueil des informations doit entraîner un retour rapide des informations auprès des acteurs ; les destinataires des informations peuvent correspondre à des publics différenciés selon l'étape à laquelle on se situe dans le processus (dirigeants, animateurs – non élus -, groupes locaux...).

- le retour des informations doit mobiliser des moyens pédagogiques différenciés et adaptés aux différents publics visés.

**Les modalités concrètes de l'expérimentation sont également négociées** et connaissent des adaptations substantielles liées aux conditions spécifiques du partenariat avec l'organisation. Ces modifications portent sur les points suivants :

- **Simplification** des protocoles avec limitation des objets à comparer (avec traitement et sans traitement)
- **L'échelle** d'expérimentation n'est plus la parcelle mais une portion de vallée dans son ensemble ce qui a comme conséquence majeure **l'articulation impérative** entre démarche d'aménagement hydraulique, gestion de l'eau et mise au point d'itinéraires techniques adaptés.

**Le partenariat a aussi permis la prise en compte implicite et explicite des questions de pouvoir au sein de la société.** De manière implicite par rapport à l'intervention, les règles de mobilisation du foncier ont été activées en raison de la conduite des activités de recherche-développement et notamment de leur ampleur en terme d'échelle retenue pour l'expérimentation (la vallée dans son ensemble). Ce choix technique entraîne par lui même la nécessité d'une négociation (en dehors des structures formelles du projet) entre l'organisation et les détenteurs des pouvoirs sur la terre au sein de la société. De manière plus explicite, la gestion du fonctionnement des barrages est confiée à des Comités de gestion qui intègrent hommes et femmes ayant des positions variées au sein de la société.

**L'organisation et plus spécifiquement la relation de partenariat permet d'aborder l'innovation globalement** en considérant de manière articulée et cohérente les différentes dimensions techniques (agronomique et aménagement hydro-agricole), la question de la mise en œuvre de services à l'agriculture (élaboration et diffusion du conseil technique, service d'aménagement des vallées) et le jeu des institutions locales pour la régulation de l'accès et de l'usage des ressources renouvelables et du foncier.

## **Deux exemples en Guinée**

### **Le contexte**

La politique agricole de la Guinée depuis la libéralisation engagée en 1985 encourage le développement d'organisations de nature technico-économique fondées sur les grandes filières régionales (coton, café, maraîchage...). Ce développement des grandes filières était soutenu jusqu'à une date récente (2000) par des actions coordonnées des coopérations multilatérales (Banque mondiale) et de l'aide française à travers la mise en œuvre d'un programme de réforme et de renforcement des services agricoles (recherche et vulgarisation) articulés sur des projets de types « productifs » concernant ces grandes filières. Ces orientations se sont traduites par le développement de collaborations effectives entre recherche agricole et organisations de producteurs selon des modalités qui en font une expérience tout à fait remarquable à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest.

### **La Fédération nationale des planteurs de café de Guinée ou la remise en cause du modèle fondateur**

Créée au départ comme un relais d'une intervention technique la FNPCG s'est rapidement trouvée confrontée à la nécessité de redéfinir un modèle technique inadapté à la grande majorité des producteurs de café (nouvelles plantations avec un mélange clonal performant importé de Côte d'Ivoire, caféiculture de plein soleil, utilisation de fortes doses d'engrais

minéral, forte demande en main d'œuvre pour l'entretien...). Cette remise en cause du modèle fondateur initial s'est accompagnée d'une prise progressive d'autonomie vis à vis du projet, notamment en matière de commercialisation car la FNPCG ne peut lutter avec les commerçants qui tendent à acheter le café sans crainte de le surpayer car il s'agit pour eux d'un moyen d'accéder à des devises.

Redéfinir le modèle technique est une opération de longue haleine qui se déroule par étapes. Les premières collaborations avec la recherche ont permis de faire un tri dans le mélange clonal initial afin de conserver uniquement des clones adaptés à une conduite extensive et de travailler à la diminution des coûts de l'entretien des plantations (comparaisons entre les herbicides, utilisation de l'ombrage, utilisation de légumineuses de couverture pour limiter les entretiens...). Le café s'insère en effet dans des systèmes de production complexes qui jouent sur la diversité des cycles et des périodes de travail / production.

Une seconde étape est en cours qui concerne l'adaptation des recommandations techniques à la diversité des terroirs et des modes de conduites possibles en tenant compte des contraintes des différents types de planteurs. Elle concerne également le choix d'une orientation sur la production de café de qualités différenciées.

### **La Fédération des paysans du Fouta Djallon et les logiques filières**

Située en moyenne Guinée dans une zone bien reliée par la route à Conakry, la FPDF a développé plusieurs filières maraîchères orientées vers l'approvisionnement du marché de Conakry. Contrairement à la FNPCG (café), l'organisation intègre les fonctions amont et aval et dispose en son sein d'une assistance technique, d'une cellule de recherche-développement et d'une cellule formation, fonctions ou personnels situés dans des structures externes dans le cadre de la FNPCG.

Cette forte structuration interne lui permet de définir des précis en matière de recherche sous tendus par une forte logique technico-économique liée directement aux marchés : production de semences oignon, adaptation des variétés à la diversité des situations, calage des itinéraires techniques...

### **Conditions**

Ces expériences guinéennes permettent de mettre en évidence un certain nombre de conditions favorisant le développement de relations de partenariat entre recherche et organisations des producteurs. Citons par exemple :

- la volonté de la recherche de répondre aux besoins des producteurs
- le souci de reconnaissance de l'autre comme partenaire
- des gages de confiance

Ces collaborations peuvent se traduire par des formes variées de partenariat régies par des contrats de recherche et dans le cas précis de la FPDF, la collaboration permet la mise à disposition d'un chercheur de l'IRAG. Celui ci reste chercheur de son Institution d'origine mais son programme de travail et ses moyens de fonctionnement sont fournis par l'organisation paysanne.

Dans tous les cas il s'agit d'un processus qui se **construit en partenariat** dans la durée et qui implique la nécessité de **rapprocher les points de vue** d'acteurs inégalement dotés en information. Pour cela, les formations, visites et échanges d'expériences constituent des outils particulièrement efficaces.

## **Pour conclure<sup>2</sup>**

A une recherche recherchant souvent désespérément une demande paysanne qu'elle a parfois du mal à identifier les organisations de producteurs apportent des demandes techniques qui permettent d'élaborer conjointement des recherches finalisées par l'action (Sébillotte, 2001). Cela passe par la négociation et la construction de partenariats autour d'objectifs partagés, ceux des chercheurs qui acceptent alors de travailler pour rechercher des solutions à validité limitée (on est alors dans le domaine de la rationalité limitée car on ne cherche pas la maximisation du résultat mais le meilleur résultat possible dans le contexte donné). Cela suppose dans bien des cas la réduction des asymétries entre acteurs par le renforcement des capacités des organisations afin de leur permettre de développer des partenariats équilibrés et d'éviter de n'être que des instruments au service des objectifs de la recherche.

**Volontairement, nous n'avons pas parlé de participation. A notre avis, il s'agit pour la recherche et pour les organisations de s'engager davantage dans des processus de concertation et de négociation** entre des acteurs inégalement dotés en informations. Cela implique un engagement encore plus fort de la part de la recherche pour alimenter les organisations en information de qualité permettant de garantir la qualité et la pertinence des recherches futures.

## **Bibliographie**

- Bosc P.-M., Berthomé J.** 1995. Le processus d'innovation dans une ancienne société rizicole en crise : le cas du Cadef en Basse-Casamance. In Leplaideur A , Cheneau-Loquay A., Les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest, Actes du colloque international Cnrs- Cirad, Bordeaux, 5-7 avril 1995.
- Bosc P.-M., Zoundi J. S., et Oyep E.O.,** 1998. Renforcer la collaboration entre la recherche, les organisations paysannes et la vulgarisation en Afrique de l'Ouest et du centre. Le cas de la Guinée. CORAF, CIRAD, ODI, ITAD, Novembre 1998.
- Bosc P.-M. , Zoundi J.S., Hussein K., Sibelet N., Bourdel C., Dulcire M., Oyep E. O.,** 1999. Renforcer la collaboration entre la recherche, les organisations paysannes et la vulgarisation en Afrique de l'Ouest et du centre. Synthèse et propositions. CORAF, CIRAD, ODI, ITAD.
- Bosc P.-M., Diallo P.,** 2001. Les organisations paysannes en Guinée forestière. In Projet d'appui au développement agricole en Guinée forestière. Etude de faisabilité. Ministère de l'agriculture et de l'élevage : 219-234.
- Mercoiret M.-R., Bosc P.-M., Berthomé J., Guillaume J.,** 1997. Les relations entre la recherche agricole et les organisations de producteurs. Cirad-Sar.
- Sébillotte M.,** 2001. Les fondements épistémologiques de l'évaluation des recherches tournées vers l'action. *Nature Science et Société*. 2001, vol. 9, (3) : 8-15.

---

<sup>2</sup> Un travail fondé sur des analyses de cas au Mali, remis en perspective par rapport aux démarches anglophones et par rapport à d'autres situations africaines et latino-américaines, est proposé par Mercoiret *et al* (1997). Une synthèse à partir d'analyse de cas en Afrique de l'Ouest et du Centre est proposée sur les questions de partenariat dans Bosc *et al* (1999).